

## Un entretien avec Susan Fainstein

**Susan Fainstein**

Université de Harvard

**Alex Schafran**

Université de Leeds

**Traduction : Muriel Froment-Meurice**

Susan Fainstein est professeure d'urbanisme à la Graduate School of Design de l'Université Harvard. Elle est l'auteur de nombreux livres, le dernier paru étant *The Just City*, elle a aussi dirigé de nombreux ouvrages collectifs, sur des sujets allant du tourisme urbain au genre, en passant par la planification urbaine et les théories de l'urbanisme. Elle est également l'une des grandes figures de la recherche en urbanisme, et a formé de nombreux professionnels et chercheurs. Elle a auparavant enseigné à l'Université Columbia ainsi qu'à celle de Rutgers, et, à titre de professeure invitée, à l'Université d'Amsterdam et à l'Université de Witwatersrand.

Cet entretien s'est déroulé en décembre 2011 et a été revu et condensé. Il a été mené en collaboration avec Polis Podcast sur CoLab Radio ([colabradio.mit.edu/category/polis-podcast/](http://colabradio.mit.edu/category/polis-podcast/)), où l'on peut également écouter l'entretien.

**Alex Schafran** : Je voudrais d'abord parler un peu de l'idée de la ville juste en général et de votre livre en particulier. C'est vraiment un livre intéressant car je n'ai pas vu beaucoup d'autres textes universitaires qui aient connu une telle réception. J'étais à New York en 2006 lorsque vous avez donné une première version de vos idées. J'ai lu le livre que Peter Marcuse, Johannes Novy, Cuz Potter et d'autres ont dirigé (Marcuse *et al.*, 2011), où émerge déjà une nouvelle formulation de ces idées, et maintenant il y a votre livre. Je me demande si vous pourriez nous dire un peu comment l'idée vous en est venue et comment vous l'avez développée avec le temps.

**Susan Fainstein** : D'une certaine manière, j'ai voué toute ma carrière à la question de savoir comment faire des villes plus justes, mais ma thèse de doctorat portait sur les revendications des communautés locales pour une plus grande participation dans la gestion des écoles. A cette époque, je pense que j'avais une plus grande foi en la capacité des mouvements de base et en celle de la participation populaire à amener une transformation complète de la vie urbaine.

J'ai fait des études de sciences politiques, mais ma carrière d'enseignante a toujours été en urbanisme, où l'on a à traiter avec les réalités quotidiennes de ce qui a vraiment lieu dans les villes. J'ai toujours été consciente d'avoir à enseigner ce qui serait utile à mes étudiants, qui deviendraient des aménageurs et non des universitaires.

Cela m'a amenée à faire des recherches pendant un bon bout de temps sur la restructuration urbaine, et j'ai coécrit un livre appelé *Restructuring the City* [Restructurer la ville], qui examine l'histoire des programmes de rénovation urbaine dans cinq villes états-uniennes (Fainstein *et al.*, 1987). C'est une comparaison de différentes approches de la rénovation urbaine, mais uniquement dans un contexte états-unien.

Mais de plus en plus je me suis mise à regarder vers l'Europe pour d'autres modèles de rénovation urbaine, dans le contexte d'un système démocratique et capitaliste, mais où l'on manifeste une plus grande sensibilité aux questions d'équité qu'aux Etats-Unis.

Ma recherche a eu tendance à avancer sur deux pistes. D'un côté une analyse comparative des villes européennes et états-uniennes qui a donné l'ouvrage *The City Builders* [Les bâtisseurs de villes] sur Londres et New York (Fainstein, 2001). D'un autre côté, j'ai aussi beaucoup écrit sur la théorie de la planification urbaine, en analysant la question des rapports entre l'aménagement urbain et une plus grande égalité, et celle des rapports entre les processus de planification et leurs résultats.

Mon dernier livre, *The Just City* [La ville juste] tente de rassembler ces deux branches différentes de la recherche (Fainstein, 2011). D'une part, les problèmes théoriques liés à ce que nous voulons dire par « justice dans la ville » : dans quelle mesure pouvons-nous faire quelque chose à l'échelle de la ville, et non à celle de l'Etat, de la nation ou de la planète ? D'autre part, qu'est-ce que les villes ont réellement *fait* ? Quelle leçon pouvons-nous tirer de ce qu'elles ont fait pour savoir ce qui pourrait être mieux fait ?

**AS** : Je suis intéressé par la question européenne. Comme vous savez, *Justice Spatiale* est une revue européenne et elle est distribuée sous un format bilingue, en partie pour traiter certains points sur lesquels vous travaillez dans le livre, travail qui consiste à engager un peu plus la conversation entre la perspective européenne et la perspective états-unienne.

Dans le livre, vous parlez beaucoup d'Amsterdam en général et de Londres en particulier ; sans surprise, Amsterdam l'emporte, mais vous semblez résister à des comparaisons plus étendues entre des systèmes plus vastes, et [résister] à préciser comment on pense l'idée de justice dans le contexte des villes d'Europe du Nord, ou celui des villes britanniques, ou encore celui des villes états-uniennes.

Vous connaissez bien les remarques des chercheurs allemands Margit Mayer et Johannes Novy, qui invitent à résister à la tentation de sacraliser certaines des villes européennes. Je me demande si cela ne vous dérangerait pas de nous dire un peu comment vous voyez certaines des similarités et des différences, uniquement sous l'aspect de la justice ou de la manière de concevoir l'idée de justice des deux côtés de l'Atlantique.

**SF** : Une des raisons pour lesquelles je n'en parle pas dans le livre est que j'essaie de dire ceci : « Voyons, voici ce que nous pouvons faire au niveau local. » Dans une certaine mesure, nous devons accepter le contexte national et international dans lequel nous nous trouvons. Il y a une certaine tendance, je crois, chez les gens de gauche, à dire qu'il n'y a rien à faire au niveau local. Il y a longtemps, Castells a dit que le maximum qu'on puisse obtenir, c'est une révolution urbaine, mais que même cela ne transformerait pas les choses. Jusqu'à ce qu'il y ait une révolution nationale, et là David Harvey dirait même qu'il faut une révolution mondiale. Il n'y a rien à faire alors. Je perçois cela comme trop décourageant. Rappelez-vous, j'ai enseigné à des gens qui sont des aménageurs, et je dis que l'aménagement urbain a fait beaucoup de mal au niveau local, mais qu'il pourrait faire du bien, ou plus de bien, et c'est sur cela que je me concentre. Cela ne veut pas dire que les autres niveaux ne soient pas de grande importance et, de fait, je me suis exprimée à leur sujet à d'autres moments.

Un des problèmes est ce qu'on appelle parfois « l'exceptionnalisme américain » - ce qui actuellement aux Etats-Unis prend un sens positif pour la droite, mais qui a plutôt eu tendance à être vu négativement dans la littérature scientifique et qui a été mis en évidence dans le sous-développement des mécanismes d'aide sociale ce qui apparemment a été considéré comme un attribut positif à droite.

On peut donner bon nombre de raisons pour expliquer qu'il n'y ait pas de socialisme aux Etats-Unis ni même de démocratie sociale. En premier lieu, et cela remonte à l'argument de Louis Hartz sur la

tradition libérale en Amérique, les Etats-Unis sont nés avec la démocratie politique, laquelle a institué un système de valeurs insistant avant tout sur la liberté, mais aux dépens de l'équité. Hartz attribue cela en partie au manque de tradition aristocratique, ce qui signifie que la bourgeoisie états-unienne n'a pas eu à s'engager dans une lutte de classes contre l'aristocratie. Son argument, que je simplifie ici à l'extrême, est que l'absence de révolution bourgeoise signifiait aussi l'absence d'un élan révolutionnaire socialiste, de sorte que le socialisme comme thème n'a jamais pris racine aux Etats-Unis. De même, le genre de paternalisme aristocratique qui existait en Europe, l'idée d'un Etat national qui a la responsabilité d'assurer le bien-être public ne font pas davantage partie de la tradition états-unienne.

Ainsi, une partie de la différence tient à la structure de classes aux Etats-Unis, à l'époque où l'égalité politique a été conquise, et à l'absence de certains genres de valeurs politiques existant en Europe. Cela s'est manifesté par l'absence de partis de gauche, de sorte que le Parti Démocrate, qui se situe probablement quelque part où l'on mettrait les Chrétiens-Démocrates en Allemagne, est ce qu'il y a de plus loin à gauche dans les limites de la politique *mainstream*. Cela signifie qu'il n'existe pas le même genre de pressions sur le gouvernement que dans les pays européens pour imposer différents types de lois en faveur de l'aide aux plus démunis.

Ce que cela signifie au niveau des villes, c'est que tous les pays européens transmettent bien davantage de leur richesse nationale à leurs villes que ce n'est le cas aux Etats-Unis, où la participation nationale, la part des aides fédérales dans les budgets urbains est très faible, et où pèse constamment la menace d'une crise budgétaire. Si les villes elles-mêmes ne peuvent stimuler la croissance, elles n'ont alors rien à distribuer.

Cela se traduit inévitablement par une compétition effrénée, qui dans de nombreux cas a tourné à un nivellement par le bas. Il règne constamment une compétition entre les villes états-uniennes pour attirer des contribuables, des emplois, et un bon moyen de les attirer, c'est de donner de grosses subventions aux promoteurs.

On peut certes partir du sommet et examiner les différences entre nations pour expliquer ce qui se passe au niveau urbain, et je ne nierai absolument pas que ce soit possible, mais ce n'est justement pas ce dont parle mon livre. Au contraire, il dit que si nous avons à établir des critères pour des villes plus justes, et les trois critères que j'ai fixés sont l'équité, la diversité et la démocratie, la question est alors de savoir quelles sont les politiques locales qui, tout en restant dans les compétences des administrations locales, feraient une différence à cet égard?

**AS** : Je garderai toujours un souvenir précis de la remarque que vous aviez faite à la conférence RC21<sup>1</sup> à Amsterdam [en 2011], à propos d'un entretien que vous aviez eu avec un aménageur hollandais, où vous admiriez leur inclination pour la justice qui vous apparaissait exceptionnelle. Il vous avait répondu : « Pourquoi voudrions-nous être différents ? Pourquoi Amsterdam devrait-elle être en quoi que ce soit plus juste, ou plus redistributive que n'importe quelle autre ville ? »

**SF** : En réalité, ce qu'il m'a dit, plutôt fièrement, c'est que maintenant qu'Amsterdam a régressé (bien qu'elle reste toujours loin devant les villes états-uniennes) et qu'elle s'est éloignée de son énorme engagement pour les logements sociaux, il a dit : « Nous sommes enfin une ville normale. »

**AS** : Ah oui, "normale". C'est une question qui a surgi dans le premier Polis Podcast avec Jan Willem Duyvendak et Justus Uitermark<sup>2</sup>, en écho au commentaire de Justus disant que peut-être Amsterdam est maintenant « juste une belle ville » et non plus une ville juste.

---

<sup>1</sup> Research Committee 21 (RC21) on the Sociology of Urban and Regional Development of the International Sociological Association [ndlt].

<sup>2</sup> <http://www.thepolisblog.org/2011/11/polis-podcast-beta-social-justice-and.html> [ndlt]

En parlant d'Amsterdam et de New York, deux villes que vous connaissez et aimez bien, avez-vous le sentiment qu'il y a un changement dans une de ces deux villes quant au degré auquel on peut mettre la justice en avant comme une sorte de principe élémentaire opératoire, particulièrement au niveau du pouvoir supérieur, des Etats, des sociétés financières ou de l'investissement immobilier ?

**SF** : Il y a certainement un repli à Amsterdam en termes de développement urbain par rapport à l'engagement énorme qui avait conduit à construire la ville au bénéfice de la classe ouvrière. En partie, je suppose, parce que la classe ouvrière a elle-même rétréci et qu'il y a bien plus de gens appartenant aux classes moyennes et supérieures qui aimeraient devenir propriétaires, de sorte qu'il n'existe plus un aussi large soutien.

De plus, et c'est un point essentiel, il y a eu l'antagonisme à l'égard des immigrés. Quand je parlais des raisons de l'exceptionnalisme américain, une des raisons les plus significatives, c'est l'histoire de l'esclavage puis le racisme qui a suivi la Guerre Civile, ce qui a eu tendance à amener les Etats-Uniens blancs à voir la bienveillance du gouvernement comme bénéficiant aux autres – aux Noirs. En Europe, vous avez des partis d'extrême-droite qui ne font pas tant campagne sur les moyens qu'ils vont mettre en place pour rendre les programmes économiques plus conservateurs, mais plutôt sur l'idée que c'est l'immigration qui a fait perdre leurs emplois aux gens. Donc l'immigration est un important facteur de division, ce qui entraîne alors l'élection de gouvernements qui ne sont pas seulement anti-immigrés, mais aussi contre l'Etat-Providence. Donc cet antagonisme à l'égard de l'Autre est central pour la conduite de toute politique.

**AS** : Imaginez-vous un mouvement inverse aux Etats-Unis – dans le style du mouvement post-Obama ? On commence à voir de plus en plus de coalitions interraciales dans les villes états-uniennes, particulièrement au niveau de la base de la société, autour de toutes sortes de questions de justice. Pensez-vous que nos villes entrent dans une nouvelle ère où de nouvelles coalitions sont possibles, pour nous inciter à dépasser ce qui est aujourd'hui une dynamique très vieille et usée ?

**SF** : Oui, je crois que cela aide, je pense que les jeunes aux Etats-Unis s'encomrent moins de préjugés raciaux, de même qu'ils en ont beaucoup moins à l'égard des homosexuels. Des progrès énormes ont été accomplis sur ce plan en Europe, en fait, aussi bien qu'ici.

Il y a un taux nettement plus élevé maintenant de mariages interraciaux que dans le passé. La population des Etats-Unis, qui avait tellement l'habitude de se voir en noir et blanc, est désormais si hétérogène, particulièrement dans les grandes villes, avec toutes les nuances intermédiaires, de gens qui sont d'origine hispanique mais avec toutes les variations de couleur de peau. L'intégration (contemporaine) très réussie des Asiatiques dans la société états-unienne a suivi les Lois d'exclusion des Chinois de la dernière partie du 19ème siècle.

Donc il y a, je pense, une ouverture beaucoup plus grande, et malgré le sentiment anti-immigration sur lequel les politiciens jouent à l'heure actuelle surtout dans le Sud et l'Ouest, les Etats-Unis ont bien sûr une tradition très ancienne d'accueil des immigrants, ce qui se reflète dans la représentation politique à tous les échelons.

**AS** : Pour changer un peu de cap, nombre de vos lecteurs, de vos étudiants et de vos critiques s'intéressent à la théorie politique fondamentale qui constitue une bonne partie du livre. J'aime beaucoup votre utilisation du concept de Nancy Fraser de réformes non-réformistes pour traiter le débat vieux comme le monde au sein de la gauche états-unienne : jusqu'où doit-on être radical et révolutionnaire, jusqu'où peut-on faire changer le système ? Ou bien faut-il prendre une approche plus graduelle ?

Vous vous positionnez aussi dans une longue histoire de théorie politique et de réflexions sur la justice. Je pense que John Rawls doit avoir eu le meilleur directeur de communication au monde, parce qu'aujourd'hui, dès que l'on parle de justice, d'une manière ou d'une autre on se doit de

parler de John Rawls même si l'on a parlé de justice bien avant lui, et que nous en parlerons encore bien après lui.

Mais ce que j'ai toujours aimé dans votre travail, et ce qui me semble constituer un point plus important et essentiel dans le livre, c'est l'attention que vous portez depuis longtemps à cette division entre d'un côté la théorie de la planification, qui me semble plutôt relever de la théorie politique, et de l'autre côté le champ de l'aménagement urbain, et la réalité de l'urbain.

C'est une chose que vous avez écrite dans un de vos articles en 2005 (Fainstein, 2005) – un de ceux que je préfère – même si la division est probablement intellectuellement intenable, une sorte de division persiste dans ce qui se passe quotidiennement dans les services d'aménagement, et chez les universitaires dans les départements d'aménagement en particulier. Pourriez-vous nous parler un peu plus de cette distinction entre l'urbain et la théorie de la planification, quelles possibilités de changement identifiez-vous, et quelle place leur donnez-vous dans le livre ?

**SF** : Je dois reconnaître une dette à l'égard de Robert Beauregard (Beauregard, 1990) – je pense qu'il a écrit le premier article qui se soit réellement penché sur cette division. Ce que l'on voit, surtout après la Seconde Guerre Mondiale, c'est le développement de quelque chose appelé « théorie de la planification ». La théorie de la planification avait tendance à traiter de comment on fait de l'aménagement. Quel est le processus qui doit conduire à aménager la ville? Cela a été formalisé en particulier dans le travail d'Andreas Faludi, et sa compilation sur les théories urbaines a été pendant des années la plus utilisée dans les cours (Faludi, 1973). Cela traduisait l'idée selon laquelle il suffisait de prendre le modèle rationnel, né en fait dans la discipline de l'économie, de l'analyse coûts-avantages, et de suivre tout du long le processus, pour que celui-ci produise le résultat approprié.

*Grosso modo*, ce qui se passait à ce stade là, c'était la séparation du processus de décision et des pratiques d'aménagement. Puis la révolte contre les projets de rénovation urbaine, en particulier l'aménagement des infrastructures routières, a révélé que le problème, c'était bien que les aménageurs n'impliquaient pas les gens. Il n'y avait pas de participation.

Une nouvelle norme a donc été instaurée, celle d'introduire de la démocratie, ou du débat public, de la collaboration, ou au moins un minimum de communication, dans les procédures de prise de décision. Mais cela ne disait toujours rien des pratiques concrètes : on présupposait simplement que si l'on avait de bonnes procédures, et si l'on avait impliqué les personnes concernées, on aurait forcément de bons résultats.

A mon avis, cela continue de produire des divisions entre la théorie urbaine, les choses concrètes que nous devrions attendre de nos villes, et les procédures d'aménagement. De plus, cela suppose que le rôle de l'aménageur est seulement d'être un assistant, un médiateur, plutôt que quelqu'un qui milite pour certains types de résultats. C'est aussi renoncer à ce qu'il ait un rôle de réformateur.

**AS** : Ce que j'aimerais savoir, surtout dans la perspective de ce lien entre l'urbain et l'aménagement, ou de ce que certains appellent le débat *process/outcome* [processus/résultat], c'est que, dans tout le livre, vous examinez, légèrement de biais à mon avis, la question de savoir qui sont les aménageurs et ce qu'est l'urbanisme. Parfois, vous êtes vraiment claire sur le fait que ce dont vous parlez avant tout ce sont les décisions des administrations publiques sur des projets d'une taille respectable, - un projet de rénovation majeur, de grands projets immobiliers, etc. Mais dans votre manière de définir qui sont les aménageurs, à certains moments vous parlez plus spécifiquement des fonctionnaires du public, mais parfois aussi de personnes se tournant vers des consultants privés, ou de personnes travaillant pour des organisations à but non lucratif.

Beaucoup de vos travaux précédents ont eu à voir de très près avec le rôle et l'impact que le capital privé et les aménageurs privés ont sur la production de l'espace. Je suis donc curieux de savoir comment vous définissez vraiment l'aménagement - est-ce que c'est juste une activité du secteur

public, ou est-ce la production au sens large, la production intentionnelle, de l'espace urbain ? Qui sont précisément les acteurs dont nous parlons ? Pour moi c'est un point essentiel que nous devons chercher à mieux comprendre si nous essayons d'analyser la production de la justice.

**SF** : Oui, vous avez raison. J'aurais probablement dû me consacrer davantage à cette question dans le livre. Je dirais que c'est quiconque s'engage dans la production de l'espace. Mon livre, *The City Builders*, traitait beaucoup plus des acteurs privés que des aménageurs publics. Mais il s'intéressait aussi aux gens qui travaillent pour des organisations à but non lucratif au niveau local.

Je pense que c'est là où la participation entre en jeu, là où la participation est essentielle. Sans pression de la base, sans participation publique et sans demandes explicites, on n'est pas près de voir les travailleurs du secteur public se sentir très concernés par ce qui arrive aux personnes à faibles revenus.

Il est donc d'une importance cruciale d'avoir des pressions venant de la base. Ce que je ne pense pas que la base puisse fournir dans la plupart des cas, c'est un ensemble de demandes imaginatives, ou créatives. Cela requiert des gens qui soient professionnellement formés, qui y pensent à plein temps, qui s'engagent à défendre les valeurs d'équité et de diversité. Ces personnes-là pourraient jouer un rôle autrement plus significatif que celui où ils se contentent de faciliter un processus de consultation publique.

**AS** : Il y a de plus en plus, surtout dans des villes comme New York, de ces gens travaillant à plein temps sur ces questions, un groupe d'aménageurs professionnels ne travaillant ni pour les pouvoirs publics ni pour le privé, qui est tout aussi qualifié que les fonctionnaires ou ceux qui travaillent pour le privé. En faudrait-il plus ? Rien qu'à New York, je ne sais pas combien ils seraient, mais c'est un groupe important—est-ce qu'ils sont assez nombreux ?

**SF** : Non, bien entendu, ce n'est pas suffisant ! Après tout, pour en faire son emploi à plein temps, on doit bien être payé par quelqu'un. J'ai fait beaucoup de recherches pour savoir qui travaille dans les associations de *community development* [soutien aux communautés locales] et l'un des problèmes qui se pose est celui de la cooptation, parce que le financement de telles structures vient soit de sociétés de philanthropie, soit de l'Etat, et les gens ont toujours peur de mordre la main qui les nourrit.

A certaines époques, et cela a été le cas dans les années 1960 et 1970, sous la pression des mouvements sociaux, ces personnes peuvent se montrer beaucoup plus efficaces, parce qu'alors ceux qui occupent des positions de pouvoir reconnaissent qu'ils doivent lâcher du lest pour ne pas perdre leur place.

**AS** : Le lien entre l'espace urbain et l'aménagement soulève forcément une autre question, surtout avec ce genre de recherche pour une ville juste, c'est la question des échelles.

Là aussi, vous abordez un peu la question, mais pas vraiment directement. Il y a une section très brève où vous analysez la région en termes de régionalisme, mais dans la majeure partie des cas votre attention se porte surtout sur l'échelle du projet – de projets vraiment grands, des mégaprojets. Vous énoncez très clairement comment nous devrions penser la justice et comment évaluer des projets de grande envergure au centre des espaces urbains.

Mon travail porte beaucoup sur les « *foreclosure prices* »<sup>3</sup> dans le fin fond des suburbs, sur la restructuration générale des villes états-uniennes. Aujourd'hui, plus de la moitié des pauvres aux Etats-Unis vivent à l'extérieur des centres urbains. En Californie, en particulier, on a assisté à une restructuration majeure des géographies raciales, de sorte qu'il y a maintenant à peu près autant de

---

<sup>3</sup> Cela désigne le prix des biens immobiliers saisis à la suite de la défaillance à rembourser un prêt hypothécaire [ndlt].

Noirs à Riverside ou dans le comté de San Bernardino que dans la ville de Los Angeles, *idem* avec les comtés de Solano Sud et de la Contra Costa Est par rapport à Oakland.

Comment envisagez-vous vos idées sur la ville juste, comment les questions d'équité, de diversité et de démocratie s'appliquent-elles à l'aménagement soit de plus vastes espaces à l'échelle métropolitaine, soit dans des espaces suburbains et dans des plus petites communes entourant les mégalo-poles ?

**SF** : Une des choses qui se sont passées aux Etats-Unis, je dirais sous l'administration de Reagan, a été la fin de tous les organismes d'aménagement des aires métropolitaines, subventionnés ou financés par le gouvernement fédéral à l'exception de quelques services de transports. Il n'y a vraiment pas de structure en place aux Etats-Unis qui fasse de l'aménagement régional, sauf au niveau des gouvernements des Etats fédérés.

J'ai écrit quelque chose où je soutenais que les gouvernements des Etats fédérés sont les organismes d'aménagement régional aux Etats-Unis, et que nous pourrions tout aussi bien renoncer à essayer de mettre en place une gouvernance et un aménagement à l'échelle métropolitaine (Fainstein et Fainstein, 2009). Mais il est dans les compétences des gouvernements des Etats fédérés de pratiquer une redistribution substantielle. Hawaï est, je crois, le seul Etat (ou c'était le cas dans le passé) qui perçoive les taxes immobilières de tout l'Etat pour ensuite les redistribuer à travers tout l'Etat en fonction d'une certaine formule.

Bizarrement, on pourrait comparer cela avec la réforme fiscale la plus égalitaire au Royaume-Uni, celle qui eut lieu sous Margaret Thatcher, qui retira aux collectivités territoriales tout pouvoir - parce qu'elle n'aimait pas nombre d'entre elles dominées par des Travailleurs. Elle fit passer la perception de ce que les Britanniques appellent « *rates* », c'est-à-dire la perception des impôts sur les biens immobiliers des sociétés et des entreprises, des mains des collectivités territoriales à celles du gouvernement national ; elle institua également un nouvel impôt national sur les profits commerciaux des entreprises.

Ainsi, dès que les impôts sur les contribuables qui ont de grosses propriétés sont perçus par le gouvernement national – ou par les Etats aux Etats-Unis – on peut les redistribuer sur une base bien plus équitable.

Donc la chose plus importante, réellement, qui pourrait se faire aux Etats-Unis en termes d'équité régionale, c'est la péréquation des recettes fiscales. On a ça, comme je disais, à Hawaï, ou dans les Meadowlands du New Jersey, ou dans les Twin Cities (Minneapolis-St. Paul, Minnesota). Mais c'est à peu près tout – ça existe dans quelques unes des agglomérations (*Consolidated Metropolitan Statistical Area*) comme Metro Dade (Miami, Florida) mais jusqu'à un certain point seulement.

Ensuite, au niveau des Etats, il y a aussi à déterminer qui reçoit les fonds distribués par chaque Etat pour le développement économique. La plupart des Etats le font sur une base indifférenciée. C'est-à-dire, ils ne favorisent pas les zones à bas revenus, mais simplement, tout ce qu'ils peuvent prendre pour alimenter leur Etat, ils le prennent.

Les Etats ont des soi-disant « *enterprise zones* » [zones franches] ; et de ce fait, ils ciblent des zones qui en ont particulièrement besoin. Celles-ci tendent à être de vieilles villes centres. Mais, en réalité, avec la suburbanisation de la pauvreté, il faut tout repenser pour savoir quelles doivent être les zones prioritaires. Mais je dirais que, pour les Etats-Unis, les gouvernements des Etats fédérés sont les meilleurs instruments dont nous disposons à l'échelle régionale.

Quant au gouvernement national, nous aurions des villes bien meilleures, ou bien plus justes, ou des aires métropolitaines plus justes, si le gouvernement fédéral nous laissait une plus grande marge de manœuvre. Ce qu'on a pu voir avec les dernières coupes budgétaires c'est que, même si on avait déjà arrêté de verser la majeure partie des subventions fédérales, on va continuer à en

supprimer toujours plus, tandis que pendant les récessions précédentes, on avait plutôt plus de péréquation des revenus avec les Etats et les collectivités territoriales.

**AS :** Et qu'en est-il de la question à l'échelle des municipalités suburbaines ? Nous avons tendance à concevoir les villes comme des lieux uniques, particuliers, et les *suburbs* [banlieues] comme un amas indifférencié, ou bien que nous différencions uniquement selon les types de lieux : les *suburbs* aisées, *suburbs* pauvres, *suburbs* en perte de vitesse, *suburbs* en déclin, *exurb*<sup>4</sup>, - alors que bon nombre de ces lieux ont une longue histoire, et une politique interne. Ce n'est peut-être pas une histoire aussi ancienne que celle des villes, on n'y est peut-être pas aussi avancé en politique, ni tout à fait aussi compliqué et on n'atteint pas davantage la même taille que les villes, mais ce sont de réelles entités municipales et des villes avec leurs propres histoires.

Pensez-vous que certaines de vos idées sur la justice soient applicables si on les exporte vers des espaces de taille plus réduite ou qui n'ont pas cette tradition d'aborder les choses en termes de justice, comme dans nombre de villes aux Etats-Unis où vous avez travaillé ?

**SF :** Oui, certainement. Les plus gros problèmes se trouvent dans ces villes construites principalement comme des ensembles de quartiers homogènes, ou encore plus dans les *gated communities* [quartiers résidentiels sécurisés], où chaque lotissement tend à avoir ses propres équipements internes et constitue un espace d'exclusion.

Je ne sais pas comment nous allons dépasser cela. Le groupe le plus ségrégué aux Etats Unis est, de loin, celui des riches qui vivent dans des communautés très exclusives, qui sont extrêmement difficiles à intégrer. Je pense qu'il existe plus de diversité dans les zones suburbaines moyennes.

Mais il est très dur de défaire l'histoire. Ainsi, quand on considère le fait que la F.H.A. [*Federal Housing Administration*] avait interdit les prêts dans les zones où existait une certaine diversité ethnique, et tant de ces subdivisions suburbaines ont été construites durant cette période, ce qu'on obtient est une histoire bien enracinée d'exclusion dans les zones suburbaines.

C'est une chose de dire que nous allons lancer une nouvelle ville et la rendre plus diversifiée, et une autre de dire que nous avons ces milieux ségrégués, et que nous allons leur imposer de force la diversité. Mais, il y a des lieux qui ont réussi à se diversifier à cause des désirs des habitants.

Par exemple, Shaker Heights, Ohio, où j'ai grandi. A cette époque, les seules personnes de couleur à Shaker Heights étaient des domestiques. Dans mon lycée, il y avait en tout et pour tout un seul élève noir. C'était une banlieue prospère, même s'il y avait des nuances, ainsi nous vivions dans une maison pour deux familles, et les gens qui vivaient dans des appartements et des maisons pour deux familles étaient moins bien lotis que ceux qui vivaient dans une maison mono-familiale.

Mais il est arrivé un jour où Shaker Heights est devenu beaucoup plus mixte parce qu'il jouxtait le côté est de Cleveland qui était entièrement noir, et les gens ont commencé à déménager de l'autre côté de la limite, de sorte qu'une partie de Shaker Heights a commencé à devenir un ghetto. La réponse a consisté à monter une organisation appelée *The Shaker Communities*, laquelle a délibérément orienté les gens vers différents quartiers. Ainsi, même s'il y a un gradient entre la partie ouest de la ville qui est la partie la plus noire, et la partie est qui l'est le moins, Shaker Heights est parfaitement mixte dans son système scolaire – qui a toujours été exemplaire, un des meilleurs du pays – et le système est devenu tout à fait mixte.

Donc il est possible d'atteindre une certaine diversité ethnique, et, jusqu'à un certain point, la diversité de classe. Mais, même à l'époque, je dirais qu'une des raisons du succès de Shaker Heights, ou de Montclair, au New Jersey, ou d'autres exemples de lieux qui se sont engagés pour la diversité

---

<sup>4</sup> « *Exurb* » désigne les périphéries urbaines lointaines.



ethnique, est qu'il ne s'agit pas là des groupes les plus défavorisés, et cela leur rend la tâche plus facile.

La question de l'exclusion suburbaine est extrêmement difficile à traiter en ce moment, je pense peut être en partie parce qu'il faut attendre un vieillissement de la population états-unienne, quand on aura à la fois plus de mixité dans la ville centrale – de *gentrification* si vous préférez – mais aussi dans les *suburbs*.

Je pense que ce qu'on voit partout est une conséquence des évolutions démographiques – et quand je dis « partout », je veux dire dans les pays riches – les femmes mettent au monde leur premier enfant beaucoup plus tard, il y a bien moins de familles avec des enfants à la maison, et la conséquence de l'existence de personnes qui sont, soit retraitées sans enfant, soit jeunes et sans enfant, est qu'il existe bien plus de lieux dans lesquels les gens sont prêts à vivre que lorsque régnait le modèle de la famille états-unienne, composée de maman, papa, et les enfants.

**AS :** Je suis tout à fait d'accord. Particulièrement en Californie, où nous avons été pendant longtemps à l'avant-garde de ces évolutions démographiques, nombre des vieilles idées, pas seulement sur ce qu'il faut faire (en termes de politiques), mais les termes mêmes qui décrivent les lieux où les Etats-Uniens vivent, sont très, très désuets, et je crois que cela entrave d'une certaine manière notre capacité à aller de l'avant.

Je m'intéresse à quelque chose que vous venez juste de mentionner, et qui est encore un autre thème dans le livre, à savoir le problème de l'histoire. Tout votre travail a été, soit historique, soit historiquement fondé, et l'une des questions qui m'a toujours préoccupé au sujet des travaux de théorie urbaine qui mobilisent l'idée de rationalité communicationnelle, est que, alors qu'on les critique parce qu'ils ne traitent pas des questions de pouvoir, pour moi, la raison pour laquelle ils n'en disent rien est qu'ils n'intègrent pas l'histoire. Comme si la situation qui vous conduit à aménager ne s'était jamais présentée, comme si les gens n'en avaient jamais fait l'expérience, que ce soit dans le secteur privé ou dans le secteur public, comme si ils n'avaient pas déjà une idée de la tournure que ça allait prendre à l'avance.

Comment voyez-vous la question de l'histoire par rapport aux questions de justice et de ville juste – à la fois la question de savoir si nous avons besoin de mieux connaître l'histoire qui a eu lieu, ou de savoir comment nous allons de l'avant avec l'histoire ? Par exemple, vous parlez beaucoup des problèmes d'aménagement et d'expertise en aménagement – on parle encore des erreurs de l'urbanisme moderne, même si on a cessé d'agir selon ses préceptes depuis une ou deux générations.

**SF :** Oui ; les deux termes les plus utilisés sont « *path dependency* »<sup>5</sup> et « *cumulative causation* » [causalité cumulative]. Tous deux veulent dire que nous continuons sur les trajectoires qui sont les nôtres jusqu'à ce que quelque chose ébranle cet équilibre. Ou vous pouvez aller voir du côté de la « théorie de l'équilibre ponctué » (*Punctuated Equilibrium Theory*) de Stephen Jay Gould, et je crois que cela pourrait s'appliquer.

Mais ce qu'on découvre si l'on examine l'histoire des politiques urbaines et du développement de l'urbanisation aux Etats Unis, c'est qu'il y a eu des périodes critiques où la trajectoire a changé. Bien entendu, la Grande Dépression est l'une d'entre elles. Mais laissez-moi revenir un peu plus loin en arrière. Avec la Première Guerre Mondiale, l'immigration à grande échelle vers les Etats-Unis a cessé pour une assez longue période, et les Germanophones ont subi des répressions. Alors qu'on pourrait voir cela comme profondément injuste, d'une certaine façon, cela a également permis

---

<sup>5</sup> Parfois traduit par « dépendance au sentier » ou « dépendance au chemin emprunté » en français, cette expression renvoie à une théorie selon laquelle un ensemble de décisions passées influe sur les décisions qui suivent.

l'adhésion presque totale des anciens groupes minoritaires - lesquels étaient bien plus séparatistes que ne veut bien le dire la mythologie actuelle - à l'idée d'être des Etats-Uniens.

Cela a ensuite permis – sauf pour les Noirs, qui étaient encore « les Autres », alors que les immigrants n'étaient plus « les Autres » - d'une certaine manière cela a permis le développement de l'Etat-providence du *New Deal* – le sentiment que les *Okies*<sup>6</sup>, par exemple, ou des groupes ethniques qui vivaient dans des villes faisaient tous partie d'une communauté états-unienne qui méritait l'aide du gouvernement fédéral. C'est le moment où le gouvernement national s'est investi dans la production urbaine à grande échelle.

Alors, ces gens qui étaient, ne disons même pas à gauche, mais « libéraux », pensaient qu'une fois fixée cette trajectoire, cela continuerait de marcher ainsi. Cela ferait boule de neige. Pendant un bon moment après la Seconde Guerre, cela s'est effectivement étendu. Au niveau national, on avait le sénateur Taft, qu'on appelait « Monsieur le Conservateur », qui a promu le *Housing Act* de 1949. C'était d'une certaine manière accepté, même par des gens qui étaient des Républicains, qu'il soit du rôle du gouvernement national d'aider les plus démunis.

Ensuite avec la crise des années 1960, qui était une conséquence du Mouvement pour les Droits Civiques, du mouvement contre la guerre au Vietnam, les mouvements sociaux dans les villes, les luttes urbaines, on a eu une quantité considérable de réponses des pouvoirs publics à tous les échelons. C'est ainsi qu'on a eu droit à « La Guerre contre la pauvreté », les *Model Cities*<sup>7</sup>. C'est en réaction à une menace que se sont développés les programmes sociaux et les programmes de rénovation urbaine dont l'objectif était d'aider les pauvres.

Mais ensuite, juste après on a assisté à une réaction violente contre cela. C'était la réaction contre ce que l'on percevait comme des émeutes perpétrées par des assistés profiteurs, vivant aux crochets de l'Etat, et la dénonciation des programmes de redistribution nationale comme des programmes qui prenaient ce que travailleurs avaient gagné pour le donner aux fainéants. Mais ce qui était également essentiel au milieu des années 1970, c'était que les Etats-Unis et tous les pays d'Europe de l'Ouest souffraient de la crise du capitalisme. Castells a écrit un très bon livre, qui est l'un des moins cités de son œuvre, sur la crise des années 1970, où il soutient que le capitalisme privé est devenu beaucoup moins lucratif à mesure que le salaire minimum a augmenté (Castells, 1980).

C'est à ce moment que nous avons assisté à cet énorme repli qui persiste aujourd'hui, ce retour en arrière, ce que Neil Smith appelle du « revanchisme ». Mais à l'échelle mondiale la capacité du capital à déplacer la production ailleurs, à substituer le capital au travail, à briser les syndicats, à faire baisser les coûts du travail par tous les moyens possibles – voilà le contexte historique actuel, et par bien des aspects les villes y sont enfoncées jusqu'au cou. Mais même ainsi, il y a une certaine flexibilité.

Il y a des différences entre les villes. Ces différences sont en partie la conséquence de différences dans les instances nationales de gouvernement. Mais ce sont aussi des différences qui viennent de différences dans la gouvernance urbaine et dans les objectifs des gens au pouvoir au niveau de la ville.

**AS :** Je voudrais savoir si vous voyez le moment actuel comme un autre de ces tournants. Juste après la Grande Récession beaucoup ont commencé à parler en termes d'histoire mondiale. Je me demande si nous vivons maintenant quelque chose qui s'apparente à ce qui s'est passé au milieu

---

<sup>6</sup> Habitants de l'Oklahoma, Etat dévasté par une sécheresse et des tempêtes dans les années 1930 ce qui amena une bonne partie de sa population à migrer [ndlt].

<sup>7</sup> Il s'agit de fonds fédéraux débloqués pour la redynamisation de certains quartiers des villes-centres sous condition de mobilisation et de participation des communautés concernées [ndlt].

des années 1970 et si nous allons connaître un changement significatif. Cela a paru s'effacer un peu, les vieilles habitudes ont repris le dessus, mais avec le Mouvement « *Occupy* » peut-être, avec les Espagnols et le Printemps arabe, les gens vont-ils recommencer à parler de changements fondamentaux ?

**SF** : Ce que le Mouvement « *Occupy* » a réussi à faire, avec leur slogan « Nous sommes les 99 % », c'est de mettre en lumière l'énorme augmentation des inégalités de revenus pour des gens qui justement n'avaient rien compris à la situation – alors que les universitaires en avaient pris conscience depuis un certain temps. Ces inégalités, au passage, varient substantiellement selon les pays. La France a eu une augmentation relativement faible des inégalités de revenus, comparée à celle du Royaume-Uni ou des Etats-Unis, par exemple. Nous le savions, mais la plupart des gens ne l'avaient pas vraiment compris. Et la ségrégation extrême des riches les protège partiellement d'une prise de conscience de l'ampleur de leur richesse.

Bien sûr, dire « Nous sommes les 99 % », c'est aussi dire, vous savez, c'est seulement ces gens qui font partie du 1 % supérieur, autrement dit quasiment personne, plutôt que les gens dans les 30 ou 40 pour cent supérieurs, qui ont besoin d'être imposés davantage.

Donc je pense que nous avons vu les discours évoluer. Maintenant il est tout simplement impossible, alors que nous sommes immergés dans cela, de savoir si ce changement va durer, ou s'il sera ou non intégré dans les programmes politiques en faveur de la redistribution.

Beaucoup critiquent le Mouvement « *Occupy* » parce qu'il ne présente pas de revendications claires. Je ne partage pas ces critiques parce que je pense que ce n'est pas à eux de formuler des revendications spécifiques. Mais c'est aux politiciens d'embrayer sur le mouvement, et de donner forme à des revendications spécifiques.

Si vous regardez les nombreuses comparaisons d'*Occupy* avec le *Tea Party*, on a dit que le *Tea Party* avait formulé des revendications spécifiques, mais je ne suis pas sûre que ce soit si vrai. Ce que l'on a, ce sont des politiciens qui ont vu qu'en tant qu'élus ils pouvaient s'en servir, et ce sont eux qui ont formulé le discours, pas les gens à la base du *Tea Party* eux-mêmes, qui ressemblaient beaucoup plus aux gens d'*Occupy* : des gens qui critiquent plutôt qu'ils ne proposent des politiques spécifiques.

**AS** : Je suis tout à fait d'accord. Je pense que c'est une mauvaise lecture de l'histoire du *Tea Party*. Au début, il y a eu une manifestation de colère, très médiatisée, rendue possible par les nouvelles technologies de communication, où quelqu'un décide de manifester à Des Moines, et un autre à Lancaster, la Californie embraye et les choses se répandent comme une traînée de poudre. Il a fallu un certain temps pour que la droite organisée se mette réellement en rang, et ensuite commence à capitaliser dessus et à formuler en son nom des revendications politiques, pour finir par faire élire une liste de députés homologués.

Je pense que l'on commence à voir, dans une certaine mesure, par exemple avec le mouvement « *Occupy Our Homes* » [littéralement « Occupez nos maisons »]- lequel constitue, à mes yeux, fondamentalement une cooptation, et une bonne cooptation, par des gens avec lesquels je suis d'accord, pour canaliser un peu de l'énergie et de la colère du mouvement « *Occupy* » sur les problèmes des gens qui perdent leur maison parce qu'ils ne peuvent plus faire face à leurs remboursements de prêts immobiliers, une véritable crise à l'heure actuelle, et réclamer une politique publique dans le domaine du logement. C'est la façon dont se font les choses de nos jours, et je pense que c'est important.

A propos des 99 %, vous abordez à des degrés divers dans votre livre une question que je voudrais résumer comme la question morale au sens plus large du terme. Il y a une partie très intéressante où vous décrivez comment actuellement dans l'immobilier new-yorkais, il y a peu de possibilités pour faire des bénéfices très, très importants. Ce que les aménageurs ont eu tendance à

promouvoir, du coup, c'est cette poignée de projets de développement local qui font d'énormes bénéfices. C'est devenu la règle. Alors que dans le passé, 10 ou 12 % de retour sur investissement étaient tenus pour acceptables, maintenant on compte sur 20, 25, 30 % de RSI (retour sur investissement). C'est une hausse sensible du seuil de ce qu'il est moralement acceptable (d'exiger).

Vous citez le beau mot de Todd Swanstrom sur l'égoïsme<sup>8</sup>, et il me semble que la question de l'égoïsme est quelque chose qui ne relève pas simplement du capital à l'échelle mondiale, mais aussi de toutes sortes de *Nimbyism*<sup>9</sup> d'un type chaque fois différent, de celui de la gauche écolo à la droite revanchiste, souvent suburbaine, et raciste.

Je voudrais savoir comment vous arrivez à voir ce lien entre la moralité et les questions de justice et de la ville juste. J'avancerais volontiers que la gauche a été un peu hésitante à envisager – David Harvey en particulier, au moins dans ses premiers travaux – vraiment hésitante à envisager l'idée de justice comme une question morale.

**SF** : Oui, enfin, si vous êtes un vrai marxiste, et Harvey l'est et ne l'est pas, pour vous dire la vérité, alors vous dites : « Eh bien, l'histoire est de mon côté et je n'ai pas besoin de me soucier d'une formulation abstraite de la justice » ; ce que Marx a dit, en substance, c'est que toutes les formulations abstraites de la justice, et donc la philosophie dans ce sens sont dépourvues de signification, parce que la justice n'est pas créée par des gens pensant à ce qui est juste mais concerne plutôt l'ascension d'une classe qui porte avec elle une société plus juste.

Alors, Harvey – j'essaie de me rappeler s'il l'a dit dans l'article qui fait partie de *Searching for the Just City* ou s'il l'a dit sur une tribune où j'étais avec lui – dit au fond que lorsqu'il était en train d'écrire *Social Justice and the City*, il a regardé chez tous les différents philosophes qui avaient une théorie de la justice et qu'il en est venu à la conclusion que cela n'allait le mener nulle part. Donc il a laissé tomber le concept de philosophie morale et à la place il a en quelque sorte adhéré à l'argument marxiste de la nécessité historique, mais il n'a jamais dit cela en termes explicites, parce que je ne pense pas qu'il croie *réellement* que le sens de l'histoire va nécessairement produire une révolution prolétarienne. Il est assez difficile de croire cela arrivés où nous en sommes aujourd'hui. Il ne traite pas non plus du socialisme comme s'il avait réellement existé – le socialisme du vingtième siècle n'était-il donc qu'une aberration, une dégradation, ou n'était-ce pas dans une certaine mesure le produit d'un système où l'Etat dominait complètement aussi bien l'économie que la politique ?

Je tends à rester sceptique quant à la possibilité d'une société libre si l'on a cela (la domination de l'Etat). Ce qui veut dire qu'on va avoir une séparation, ou qu'on devrait avoir une séparation, entre l'économie, d'une part, et la politique à suivre, de l'autre. En même temps, je pense qu'il doit y avoir un bien plus grand rôle pour le public que celui que nous voyons dans les pays capitalistes occidentaux.

J'ai été fascinée par Singapour, où j'ai enseigné le printemps dernier, parce qu'y règne un despotisme bienveillant où l'Etat contrôle dans une large mesure l'économie, et ça marche plutôt bien. Le coefficient de Gini est élevé, ce qui signifie qu'il y a d'importantes inégalités de revenus, il y a une exploitation des travailleurs étrangers, mais je dirais que, dans l'ensemble, ils ont produit une

---

<sup>8</sup> « L'analyse politique proposée par le populisme urbain était essentiellement une version de la théorie des élites adaptée à la rue: une petite élite fermée, provenant de la classe économique supérieure, utilise son contrôle des richesses pour manipuler le gouvernement en vue de ses propres intérêts personnels. », Swanstrom, Todd. 1985. *The Crisis of Growth Politics*, Temple University Press, Philadelphia. p. 129 [ndlt].

<sup>9</sup> NIMBY : acronyme de Not In My Back Yard, littéralement « pas dans mon arrière cour ». L'expression désigne l'opposition des riverains à l'implantation de certains types de structures. Le terme est généralement employé dans un sens péjoratif [ndlt].

société hautement urbanisée plutôt correcte où à peu près tout le monde, 90 pour cent de la population, vit dans un logement public. Tout le monde a le droit à la ville au sens de l'accès aux services, mais pas dans l'autre sens, celui de Lefebvre, de créer la ville.

Singapour représente un contre-exemple complètement différent de celui d'Amsterdam, et un exemple que je ne pense pas réellement généralisable, mais c'est un cas intéressant en termes de champ des possibles. Singapour a la complète propriété des terrains, ce qui est aussi le cas à Amsterdam, à Stockholm et en Chine. La propriété publique des terrains donne la possibilité de ce qu'Henry George a réclamé, la saisie par le public de la plus-value non-gagnée (*unearned increment*)<sup>10</sup>. Donc je pense qu'il y a des combinaisons diverses de capitalisme et de propriété étatique qui sont possibles et qui pourraient créer la possibilité d'une ville plus juste.

Mais pour revenir à votre question par rapport à laquelle j'ai quelque peu digressé, je pense qu'on doit tenir un argument moral, que si l'on ne dit pas que les gens doivent faire telle chose parce que c'est ce qu'il est juste de faire, on n'a alors aucun moyen de s'opposer aux intérêts personnels. On s'attend simplement (et Harvey le dit en toutes lettres) à ce que tout le monde agisse dans l'intérêt de sa propre classe. Eh bien, comment savez-vous ce qu'est vraiment votre intérêt de classe ? On présume en quelque sorte que, si vous êtes un homme d'affaires, votre intérêt de classe est d'exploiter autant que possible, et que, si vous êtes un simple travailleur, c'est de résister autant que possible, nous saurions simplement ce que c'est. Mais en fait il y a un grand nombre de choses qui sont dans votre intérêt, et l'une d'elles est de vivre dans une bonne société.

Donc je pense qu'on doit discuter sérieusement de ce qui constitue une bonne société, et pour cela aller voir du côté de la philosophie morale. Le problème avec la philosophie quand elle est purement abstraite, c'est qu'elle dit : « D'accord, voici ce qui constitue un ensemble désirable de buts », mais elle ne vous donne pas beaucoup d'informations sur la manière de procéder. Quelles sont les politiques à suivre ? Quels sont les objectifs des mouvements sociaux ? Comment procède-t-on pour atteindre ces buts ?

C'est réellement ce que j'ai essayé de faire dans le livre, de dire que la démocratie, la diversité et l'équité sont les trois composantes essentielles d'une ville juste. Beaucoup m'ont critiquée parce que je ne réfléchissais pas en termes de durabilité. Et je suis d'accord il est nécessaire d'interroger la durabilité, mais je pense que c'est à quelqu'un d'autre de le faire.

Etant donnés ces objectifs généraux [démocratie, diversité, équité], que l'on pourrait tirer de la philosophie politique, quels sont alors les objectifs plus spécifiques qui pourraient nous permettre d'atteindre ces buts ? C'est là où je me place vraiment sur le plan de la moralité et de l'intérêt personnel ; que les gens aient besoin d'appréhender leur propre intérêt en termes d'intérêt pour le bien social, pour la justice sociale.

La première chose à faire pour aller dans cette direction est de changer les discours, de faire parler les gens beaucoup plus de justice. L'autre impulsion pour mon livre a été que tout ce dont les gens n'arrêtaient pas de parler dans les conseils municipaux, c'était de compétitivité, et si c'est votre point de départ, alors vous en arrivez logiquement à des questions comme : « Quel genre de pot-de-vin devons-nous donner aux entreprises pour qu'elles viennent s'installer dans notre ville plutôt qu'ailleurs ? »

---

<sup>10</sup> Il s'agit de la plus-value immobilière qui n'est pas liée à l'amélioration du bien immobilier lui-même (par des travaux de rénovation par exemple), mais qui résulte d'une valorisation plus générale de sa situation géographique. Ainsi un terrain peut acquérir plus de valeur si une université est construite à proximité, et la parcelle devient alors intéressante pour les promoteurs. (D'après *Farlex Financial Dictionary*, 2012) [ndlt]

**AS** : J'ai trouvé assez ironique qu'une partie de votre histoire sur New York s'intéresse aux équipes sportives, parce que je pense que la compétitivité est incroyablement importante et que c'est là où la compétition a sa place.

**SF** : C'est vrai ! [rires]

**AS** : J'aime encourager ma ville quand elle joue des matchs à l'extérieur, mais je souhaite que ce ne soit pas une lutte sur des usines et la production économique.

**SF** : Voilà...

**AS** : En tout cas, je vous remercie de m'avoir épargné d'avoir à vous poser une question finale, qui serait la question de la propriété foncière, parce que je suis persuadé qu'au bout du compte, l'une des questions les plus fondamentales est la vieille question d'Henry George sur la propriété foncière et la plus-value non gagnée [*unearned increment*]<sup>11</sup> (George, 1886).

Je soutiendrais que c'est une question morale si l'on prend cette plus-value non gagnée exclusivement pour soi tout seul, c'est une faute morale essentielle, et malheureusement c'est devenu quelque chose de relativement peu remis en question – souvent au nom de la compétitivité – pour non seulement en prendre des morceaux de plus en plus grands, mais pour que la sphère publique abandonne cette plus-value non gagnée à la sphère privée parce qu'elle aurait d'une certaine manière gagné la course pour un gratte-ciel de plus, pour un revenu fiscal supplémentaire, revenu qui ne sera jamais à la hauteur – cela ne suffit tout simplement pas à payer les métros et les égouts et l'eau et le système scolaire et toute la gamme de fonctions reproductives qui sont au cœur de la gestion urbaine.

**SF** : Eh bien, à ma grande surprise on m'a demandé de donner l'allocution plénière au colloque annuel de l'Institut Lincoln Land. Lincoln Land c'est intéressant parce que c'est un institut qui a été fondé par un industriel qui était un partisan de Henry George. Il l'a financé pour explorer les idées de Henry George et voir comment elles marchaient. Mais l'Institut a fini par être repris en mains par des économistes très conventionnels qui ont fait toutes ces analyses conventionnelles – et souvent utiles – de l'incidence des taxes immobilières et ainsi de suite. Il est devenu très *mainstream* et a semblé perdre l'engagement d'Henry George pour une redistribution globale ou du moins pour que le public bénéficie de l'investissement immobiliers.

Donc, comme j'ai dit, j'étais vraiment surprise qu'ils m'aient invitée et j'ai donné cette conférence où j'en ai vraiment appelé à la propriété publique des terrains, en employant l'exemple de Singapour, en fait pour montrer comme la propriété commune des terrains à Singapour était utilisée comme une méthode pour se saisir de cette plus-value non gagnée et comment des montants substantiels de ces bénéfices étaient employés pour produire des logements bon marché. J'ai également soutenu qu'utiliser une analyse coût – avantage comme base unique pour prendre des décisions publiques, cela revient à inclure toutes sortes de présupposés en termes de qui devrait supporter les coûts et qui devrait toucher les profits, ou plutôt à ne pas s'inquiéter de savoir qui sont les payeurs et qui sont les bénéficiaires, il y a alors une forte circularité, c'est à dire que d'une certaine manière les prix vous diraient ce qui est juste bien mieux que les préceptes de la philosophie morale.

Eh bien, un économiste dans la salle était apoplectique, il était déchaîné contre moi. Il m'a dit : « Vous êtes une idéologue. » Il considérait vraiment l'économie comme une discipline non-idéologique, c'est à dire qu'il considérait que les politiques publiques devraient être déterminées par l'optimum de Pareto. L'optimum de Pareto, bien sûr, n'a rien à dire sur les questions de redistribution. Mais la base utilitariste de l'économie moderne se contente de dire que l'efficacité est

---

<sup>11</sup> Cf. note de bas de page n° 15 pour une définition de 'unearned increment' [ndlt].

la valeur prééminente, et l'efficacité se mesure aux prix, et le prix est censé refléter qui détient le pouvoir sur le marché. C'est considéré comme factuel, objectif et non-idéologique. Ce que je veux faire, c'est couper là-dedans, casser ça à la base, et faire voir aux gens que c'est en fait idéologique. L'idée de compétitivité s'est construite sur une base idéologique extrêmement forte.

Pour revenir un instant à l'histoire, je viens de lire un livre de John Fairfield sur la formation des idéaux civiques états-uniens. Ce qui est irritant, c'est qu'il montre comment les idées de gauche qui ont largement prévalu avant la Première Guerre, ont été purement et simplement balayées pendant la guerre par l'idée que nous devons gagner la guerre, et que quiconque ne se sentait pas de tout cœur acquis à la cause de gagner cette guerre devait être exilé – voire mis en prison. Ainsi, vous voyez comment des gens peuvent être aspirés trop facilement dans des arguments qui ne sont pas des arguments moraux du tout, mais des arguments *pro domo*, du genre « notre camp doit gagner », auxquels il n'y a rien à opposer.

**AS** : Tout à fait d'accord. Je pense que l'une des grandes tragédies de la gauche états-unienne est le fait que les marxistes l'ont emporté sur les partisans d'Henry George. Le marxisme était une stratégie brillante pour une société réellement industrielle, mais les États-Unis, dès le départ, - et là c'est vraiment parler comme un Californien, parce que la totalité de l'Etat s'est développée à partir d'un projet immobilier – les idées d'Henry George constituaient une stratégie orientée à gauche qui reconnaissait la vraie nature urbaine des États-Unis.

Je dirai que notre économie a presque toujours été une économie urbaine, depuis l'ascension de Détroit et la production des banlieues, jusqu'aux premières expérimentations agricoles en Californie. Il s'est toujours agi pour nous des terrains, - c'est ce que les gens de Singapour ou d'Amsterdam ont compris, et c'est ce qu'a donné Lefebvre et la Révolution urbaine et j'aimerais que les gens lisent autant *La révolution urbaine* que *Le droit à la ville* ou *La production de l'espace*. Malheureusement, à Singapour ils ont besoin de lire un peu plus *Le droit à la ville*.

Eh bien, merci, Susan. Ce fut un échange vraiment merveilleux, et toute conversation sur la ville devrait probablement finir sur la question de la propriété foncière. Je vous remercie vraiment d'avoir pris le temps.

**SF** : Merci de m'avoir posé toutes ces questions. Je crois qu'on devine combien j'aime en parler.

### Pour citer cet article :

**Susan Fainstein, Alex Schafran: "An interview with Susan Fainstein" (« Un entretien avec Susan Fainstein »**, translation : Muriel Froment-Meurice), **justice spatiale | spatial justice**, n° 5, déc. 2012-déc. 2013 | dec. 2012-dec. 2013, [www.jssj.org](http://www.jssj.org)

### Références citées

**BEAUREGARD, Robert A.**, « Bringing the city back in », *Journal of the American Planning Association*, vol. 56 n° 2, 1990, pp. 210-215

**FAINSTEIN, Susan S. et al.** *Restructuring the City: The Political Economy of Urban Redevelopment*, Longman Higher Education, 1987

**FAINSTEIN, Susan S.**, *The City Builders: Property Development in New York and London, 1980-2000*, University Press of Kansas, 2001

**FAINSTEIN, Susan S.**, « Planning Theory and the City », *Journal of Planning Education and Research*, vol. 25 n° 2, 2005, pp. 121-130

---

**FAINSTEIN, Susan S.**, *The Just City*, Cornell University Press, 2011

**FAINSTEIN, Norman, FAINSTEIN, Susan S.**, *Social Equity and the Challenge of Distressed Places*, pp. 191-218 in Catherine L. Ross (ed.). *Megaregions: Planning for Global Competitiveness*. Island Press, Washington, DC, 2009.

**FAIRFIELD, John**, *The Public And Its Possibilities: Triumphs And Tragedies In The American City*, Temple University Press, 2010

**FALUDI, Andreas**, *A Reader in Planning Theory*. Pergamon Press, Oxford, 1973

**GEORGE, Henry**, *Progress and Poverty: An Inquiry into the Cause of Industrial Depressions and of Increase of Want with Increase of Wealth; the Remedy*. Minneapolis, MN: Appleton Press, 1886,

**MARCUSE Peter, CONNOLLY James, NOVY Johannes, OLIVO Ingrid, POTTER Cuz, STEIL Justin** (dir.) *Searching for the Just City : debates in urban theory and practice*, Routledge, 2011

**SWANSTROM, Todd**, *The Crisis of Growth Politics*, Temple University Press, Philadelphia, 1985